

## LE DG DE L'ANEM EST AFFIRMATIF :

## «Le secteur public ne recrute plus»

**Lors de son passage hier aux ondes de la Chaîne 3, le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), Mohamed-Tahar Chaâlal, a assuré que la création de l'emploi a enregistré une croissance de 14% pour cette année mais que le secteur public ne contribue réellement pas à cette évolution.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - «Le secteur public ne recrute plus», a confirmé hier le DG de l'Anem. Effectivement, la Fonction publique, étouffée par la crise, avoue ses limites dans l'absorption intensive du chômage. M. Chaâlal a rappelé une réalité économique universelle en indiquant que «la Fonction publique ne peut pas constituer un instrument de lutte contre le chômage».

S'exprimant sur le cas de son agence, il a déclaré «qu'un contrat d'un jeune recruté a plus de chance d'être reconduit dans une entreprise que dans une administration publique». C'est incontestablement le privé qui crée de l'emploi, et contrairement aux acquis faussés, le secteur public n'assure pas la stabilité que l'on lui a attribuée depuis le temps du socialisme. Et ce, particulièrement en ce moment de crise financière où les licenciements massifs ne sont pas une issue à écarter pour ce qui est des entreprises publiques en sureffectif.

Parallèlement, il y a plus d'un million d'offres d'emploi qui ne trouvent pas preneurs dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) ainsi que celui de l'agriculture. Des domaines qui sont tous deux fondamentaux pour bâtir une croissance et une indépendance économiques durables. Incontestablement, il y a des carences dans le marché du travail puisque les offres de formation vétustes sont incompatibles avec les besoins réels de l'économie aujourd'hui. Dans ce sens, le DG de l'Anem a indiqué que «son agence, tout comme l'Ansej et la Cnac, ne finance plus les projets de jeunes sans

diplômes». «Ils sont obligatoirement orientés vers la formation professionnelle», a-t-il précisé.

Par ailleurs, M. Chaâlal a soutenu que «l'Etat va continuer à financer une partie des salaires des jeunes insérés

dans le Contrat de travail aidé (CTA) et les salaires de ceux inscrits dans le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP)». «C'est ce qui est prévu dans le PLF 2017», selon lui.

Etonnement, malgré les difficultés financières actuelles, les fonds consacrés à l'Anem ne vont pas être réduits, mais cela va durer pour combien de temps ? L'intervenant n'a clairement pas de réponse et préfère être évasif.

N. B.



Mohamed-Tahar Chaâlal, DG de l'Anem.

Photos : DR

## NORDINE BOUDERBA, ANCIEN SYNDICALISTE ET EXPERT EN

## RELATION DE TRAVAIL, TIRE LA SONNETTE D'ALARME :

## «Le modèle social décidé par la proclamation de Novembre est remis en cause»

**Au moment où l'Intersyndicale discutait d'un éventuel appel à une grève illimitée, Nordine Boudierba, ancien syndicaliste de la Fédération des hydrocarbures, actuellement expert dans le secteur des relations de travail, a animé ce samedi à la salle Sennani de Boumerdès et ce, à l'invitation de la Fédération locale du FFS, une conférence liée à l'actualité du monde du travail. Ali Laskri, membre de la présidence du FFS, des syndicalistes et des militants et cadres du FFS faisaient partie de l'auditoire.**

Le conférencier a abordé deux thèmes – les transferts sociaux et les retraites – de sa conférence. Le troisième – l'avant-projet de loi sur le code de travail – faute de temps, a été supprimé. Sans se faire prier, Boudierba est allé droit au cœur de ce qui fait l'actualité sociale et qui rend les citoyens fort anxieux en ces temps très difficiles. «On assiste ces dernières années à une accélération de la politique libérale ou ultra-libérale qui n'aura pour résultat qu'à dilapider ce qui reste des ressources et des atouts du pays pour assurer son développement économique et social. Prenant prétexte de la chute des prix du pétrole, le gouvernement et le patronat veulent convaincre le peuple que faute de ressources, l'Etat n'est plus en mesure de poursuivre la politique sociale qui a prévalu à ce jour. L'austérité a été inaugurée par la loi des finances de 2015,



Nordine Boudierba, ancien syndicaliste.

poursuivie, par celle de 2016 et qui va se poursuivre par la loi de 2017», dira-t-il avant de rappeler les généreux cadeaux fiscaux accordés aux nouveaux riches et au patronat.

Pour lui, le gouvernement a pour projet de supprimer les transferts sociaux pour les remplacer par des aides dérisoires ciblant non pas la pauvreté mais l'extrême pauvreté. Pour lui, l'abandon des transferts sociaux, l'instauration de nouvelles taxes, l'augmentation des prix, le nouveau code du travail et la révision du droit au départ à la retraite avant 60 ans s'inscrivent dans le projet d'un nouveau contrat social.

L'ancien syndicaliste pense que ce nouveau deal est mortel pour les citoyens de ce pays. «Ce nouveau contrat vise à dénier au peuple algérien le droit de revendiquer une part des richesses du pays et son droit au développement économique et social.»

Plus grave, le conférencier est certain que cette démarche vise à remettre en cause le modèle social décidé par la Proclamation de Novembre 1954, confortée par le Congrès de la Soummam. «Autrement dit, ce nouveau contrat vise à remettre en cause le modèle social décidé par la Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954», assènera-t-il.

Pour convaincre son auditoire sur son assertion, Boudierba a longtemps développé son argumentaire relatif aux transferts sociaux et au dossier de la retraite pour démontrer que le gouvernement mène une politique antisociale, avec la complicité d'un syndicat dépourvu de toute crédibilité, afin de plaire au patronat partisan d'un néolibéralisme ravageur pour la majorité des Algériens. A chaque étape, le conférencier lance des chiffres que les Algériens n'ont jamais entendus. En clair, le gouvernement et son syndicat maison font de la rétention de l'information.

L'orateur n'a, en outre, pas omis de dénoncer la dilapidation des deniers publics au profit de la nomenclatura et le maintien de projets secondaires au détriment de projets urgents comme la suppression des 5 CHU alors que le projet de la Grande Mosquée, projet non essentiel, est maintenu.

Abachi L.

## CONTRIBUTION

## Les tout petits dans les griffes de multinationales

La tenue du Sila est, une fois de plus, l'occasion de rappeler l'abandon de nos enfants à leur triste sort. Des multinationales exposent au Sila des «livres» pour enfants ou produits strictement interdits dans les salons et bibliothèques de l'Occident.

Ces produits interdits sont :

- Livres de coloriage.
- Livres d'alphabétisation.
- Imagiers.
- Catalogues de mots illustrés.
- Livres jouets.

Ces multinationales font paraître deux catalogues distincts pour recenser leurs titres :

- L'un destiné au marché occidental. Il présente des listes de titres culturels : œuvres littéraires ; chef-d'œuvres universels.

- L'autre «international», destiné au marché du monde arabe et au marché africain.

Il présente des produits qui n'ont de livres que le nom, puisqu'ils ne répondent pas à la définition universelle du livre.

Une censure implacable frappe les faux livres dans les salons européens.

Les éditeurs algériens de parascolaire en sont parfaitement informés. Ils savent qu'ils ne doivent pas exposer leur production honteuse dans les salons européens et ils se soumettent de bonne grâce à leur règlement.

## Solidarité internationale ?

«Renforcer les échanges culturels» ; «Echanger et resserrer les liens existants» sont les objectifs de tous les Salons de livres internationaux.

Que pourra échanger le petit d'homme nourri de chef-d'œuvres avec le petit d'homme dépossédé, déshérité ? Quels liens pourront-ils créer et resserrer ? Les responsables de la censure au Sila qui traquent, à

juste titre, les livres de propagande politique confondent causes et effets. Ils ne perçoivent pas le danger de la manipulation mentale exercée sur le cerveau des tout petits à travers l'invasion du faux livre. Ils ne s'attaquent pas au problème en amont, à sa source.

## Consentement à la domination ?

Les normes d'édition imposées par les multinationales sont adoptées et appliquées rigoureusement par les éditeurs algériens de parascolaire. On peut lire sur les couvertures et préfaces de leurs produits le slogan suivant :

«Collection en conformité avec le nouveau programme du ministère de l'Education.»

Or, c'est un mensonge, car je ne vois pas à quel programme ils se réfèrent ! Le texte officiel dont ils se réclament n'est jamais cité.

## Par Malika Boudalia Bouchenak

Pour preuve du contraire, et pour terminer sur une note d'espoir, la loi d'orientation de l'éducation nationale de 2008 est très claire sur la mission première de l'école, celle du devoir de «transmission de l'héritage culturel commun».

La loi est là pour nous rappeler, qu'un civilisation n'est pas innée. Elle se transmet. Dans ce sens, cette loi de 2008 constitue un acte fondateur.

De deux choses l'une, ou les auteurs de parascolaire et leurs éditeurs ne comprennent pas le sens de transmission culturelle, auquel cas, ils ne cherchent pas à savoir comment y parvenir.

Ou tout simplement, ils se rendent coupables d'agissements contraires à l'intérêt national.

B. B. M.